



**Rapport de la délégation parlementaire canadienne  
à la visite bilatérale dans la  
république bolivarienne du Venezuela  
Section canadienne de ParlAmericas**

**Caracas, Venezuela  
du 13 au 18 novembre 2011**

# Rapport

Une délégation de trois parlementaires de la Section canadienne de ParlAmericas s'est rendue à Caracas au Venezuela du 13 au 18 novembre 2011. Menée par l'honorable Pierrette Ringuette, sénatrice, elle avait pour membres l'honorable Lawrence MacAulay, C.P., député, et M<sup>me</sup> Pauline Ayala, députée. Les parlementaires étaient aidés de M. Leif-Erik Aune, secrétaire exécutif de la délégation, et de M. Andre Barnes, analyste de la Bibliothèque du Parlement.

La visite bilatérale avait pour but de renforcer les liens parlementaires entre le Canada et le Venezuela, de promouvoir ParlAmericas et de discuter de questions d'intérêt mutuel. Le Canada entretient avec le Venezuela des relations diplomatiques ininterrompues depuis l'ouverture d'un consulat général à Caracas en février 1948. Cinq ans plus tard, le Canada transformait son consulat en ambassade et commençait à développer ses relations de commerce et d'investissement avec le Venezuela.

Aujourd'hui cette relation commerciale compte parmi les plus solides de l'hémisphère. En 2010, le Canada a exporté pour 544 millions de dollars de marchandises au Venezuela, son quatrième plus gros marché d'exportation en Amérique latine et dans les Caraïbes (à l'exclusion du Mexique). La même année, le commerce bilatéral a totalisé 1,31 milliard entre ces deux pays, ce qui faisait du Venezuela la sixième partenaire commercial dans l'hémisphère (à l'exclusion des États-Unis et du Mexique). La délégation canadienne s'intéressait donc aux secteurs où pourrait s'intensifier la coopération économique comme l'agriculture, les ressources naturelles, la construction domiciliaire et le pétrole et le gaz.

La délégation souhaitait aussi explorer la possibilité de jeter les bases d'échanges éducationnels, de partenariats et d'initiatives de renforcement des capacités techniques entre le Canada et le Venezuela. En tant que pays riches en ressources naturelles, le Canada et le Venezuela ont accumulé au fil du temps un trésor de savoir-faire en matière d'intendance des ressources naturelles. Ils jouissent aussi d'une vaste expérience de la mise en œuvre de plans et de politiques conçus pour faire contribuer les ressources naturelles à la prospérité de leurs habitants. La délégation canadienne tenait à faire connaître les points de vue du Canada sur ces questions en échange de ceux de ses vis-à-vis vénézuéliens.

ParlAmericas a pour mission entre autres d'assurer la liaison entre les parlements de l'hémisphère occidental. La visite bilatérale offrait à la délégation canadienne une occasion en or de cultiver les relations parlementaires entre le Canada et le Venezuela. C'était aussi l'occasion de faire la promotion de ParlAmericas, auquel le Venezuela contribue financièrement. La délégation voulait profiter de la visite pour partager des pratiques exemplaires avec ses vis-à-vis en se concentrant sur les défis et les opportunités que tous les élus ont en commun.

## **Réunion avec l'ambassadeur et les gestionnaires des programmes politiques et commerciales**

Le 14 novembre 2011, la délégation canadienne a rencontré M. Paul Gibbard, ambassadeur du Canada au Venezuela, ses gestionnaires des programmes politiques et commerciales ainsi que la responsable de la sécurité de l'ambassade. Les délégués ont d'abord bénéficié d'une mise au point de Mme Mary Blois, responsable de la sécurité de l'ambassade, sur les meilleurs moyens d'éviter les risques inutiles. L'insécurité citoyenne reste un grave problème à Caracas, où les homicides, les enlèvements et les vols se multiplient de façon alarmante. Le gouvernement redouble d'efforts depuis peu pour assurer la sécurité des Vénézuéliens et des étrangers, mais il reste beaucoup à faire. En réponse aux questions des délégués sur ce que fait l'ambassade pour assurer la sécurité de ses employés, Mme Blois a noté que les responsables de la sécurité des ambassades du Royaume-Uni, de la Suisse, de l'Allemagne et

du Danemark, entre autres, se rencontraient et communiquaient entre eux fréquemment. Elle a ajouté que la Gendarmerie royale du Canada avait contribué par son expertise au règlement des problèmes de sécurité citoyenne du Venezuela en participant à une conférence internationale de commissaires de police qui s'est tenue récemment au Venezuela.

L'ambassadeur Gibbard a mis la délégation au courant de la situation politique compliquée et complexe du Venezuela. Le gouvernement du Venezuela a beau vouloir instaurer un gouvernement socialiste adapté au XXI<sup>e</sup> siècle, a-t-il dit, le système reste excessivement centralisé. Le dispositif constitutionnel de freins et de contrepoids se trouve donc érodé de bien des façons par un exécutif dominant. L'ambassadeur Gibbard a déclaré que la visite de la délégation canadienne contribuerait à renforcer l'indépendance de l'Assemblée nationale. La popularité du gouvernement et de ses politiques est en baisse depuis plusieurs années, mais la cote de confiance du président Chavez reste malgré tout élevée. La principale réalisation de son gouvernement a été d'améliorer le niveau des pauvres et des marginaux en assurant l'universalité d'accès aux programmes sociaux (santé et éducation). Quant à l'opposition, c'est une coalition de divers groupes, dont des partis d'extrême droite (qui ont préconisé par le passé des méthodes non démocratiques de saisie du pouvoir) et d'extrême gauche (parti marxiste-léniniste). L'opposition est composée en très grande partie de centristes modérés. Bien que le débat politique soit fortement polarisé, les divergences de vues sont mises de côté dans la pratique. Le régime du président Chavez jouit d'une forte légitimité électorale puisqu'il y a eu 13 élections ou référendums depuis son accession au pouvoir. Certains s'interrogent sur la validité de ces élections, mais les observateurs internationaux constatent pour la plupart qu'elles se déroulent dans le respect des règles. Il est néanmoins arrivé que le gouvernement manipule le système à son avantage, par exemple, en disqualifiant souvent et arbitrairement des candidats de l'opposition. À propos du baromètre politique du Venezuela, l'ambassadeur a observé que tous les candidats aux prochaines primaires de l'opposition se déclaraient de centre gauche alors qu'en réalité au moins deux des favoris appartiennent à des parties de centre droit. En fait, les partis politiques et la population elle-même sont favorables à l'intervention de l'État dans l'économie sauf qu'on ne s'entend guère sur les secteurs à prioriser et ceux qui devraient être contrôlés par l'État.

Mme Christina Prefontaine, conseillère politique, a exposé la politique de l'ambassade à l'égard des organisations non gouvernementales (ONG). Il y a trois grandes priorités pour les Amériques : la démocratie, la prospérité et la sécurité. Pourvu que leurs activités cadrent avec les valeurs canadiennes, plusieurs ONG sont subventionnées par l'entremise du Fonds canadien (que l'Agence canadienne de développement international (ACDI) s'apprête à transférer au ministère des Affaires étrangères et du Commerce international (MAECI)). L'aide aux ONG ne va pas sans complications au Venezuela. Le gouvernement tend à se méfier d'elles parce que certaines ont déjà fait cause commune avec l'opposition pour critiquer le gouvernement alors qu'une d'entre elles au moins s'est carrément transformée en parti d'opposition. La sénatrice Ringuette a souligné fermement la nécessité où se trouve l'ambassade de bien choisir les ONG qu'elle soutient afin de ne pas se mettre à dos le gouvernement vénézuélien.

### **Réunion avec la chambre de commerce Venezuela-Canada**

Après leur séance d'information du 14 novembre avec l'ambassadeur, les délégués canadiens ont rencontré des membres de la Chambre de commerce Venezuela-Canada dans le cadre d'un déjeuner de travail à la résidence officielle de l'ambassadeur du Canada. Ont participé à la discussion sur le climat des affaires au Venezuela M. Eric Machum, ancien président de la Chambre de commerce; M. Victor Tovar, président de la Chambre de commerce; M. Manuel Torres, membre de la Chambre de commerce; l'ambassadeur Gibbard; et M. Guy Salesse, premier délégué commercial à l'ambassade du Canada à Caracas.

Les membres de la Chambre de commerce du Venezuela semblaient s'accorder pour dire que les entreprises évoluaient actuellement dans des conditions moins qu'optimales à cause des décisions politiques du gouvernement. Le climat des affaires est fortement influencé par la politique. Il importe que les entreprises qui opèrent au Venezuela distinguent entre les décisions qui se justifient politiquement et celles qui se justifient économiquement et qu'elles se rappellent que les impératifs politiques passent souvent avant les intérêts du monde des affaires. Tout le monde convient cependant que les entreprises peuvent prospérer au Venezuela moyennant de la patience et une vision à long terme puisque l'industrie a été rentable par le passé et qu'elle le redeviendra sûrement dans l'avenir. On rappelle que les entreprises ont particulièrement intérêt à consulter leurs avocats et leurs comptables parce que les lois et les règlements du pays tendent à subir des changements rapides et, à certains égards, apparemment arbitraires. Il n'est pas rare, par exemple, que le gouvernement s'empare unilatéralement de terres et de biens au Venezuela. Cependant les choses auraient déjà commencé à changer pour le mieux. Un cas a été fourni dans lequel un propriétaire de port à qui le gouvernement a demandé récemment s'il voulait prendre en location les biens-fonds et les matériels qu'il lui a confisqués parce qu'il s'est rendu compte qu'il n'avait pas les compétences voulues pour exploiter rentablement un port.

À la fin du déjeuner, la sénatrice Ringuette a remercié les membres de la Chambre de commerce Venezuela-Canada d'avoir éclairé les délégués sur le climat et les priorités économiques du Venezuela.

### **Réunion avec des universitaires et des experts vénézuéliens**

Après sa réunion du 14 novembre 2011 avec la Chambre de commerce Venezuela-Canada, la délégation canadienne a organisé à la résidence officielle de l'ambassadeur une table ronde avec des universitaires et des experts vénézuéliens dont MM. Steve Ellner et Angel Oropeza et le professeur Rodolfo Magallanes.

Les professeurs ont chacun exprimé leurs vues sur la situation politique au Venezuela. Ils s'accordent à dire que ce sont ses programmes sociaux qui font la force de l'actuel gouvernement en élevant des couches auparavant marginalisées de la société vénézuélienne et en les faisant parties prenantes de la vie politique. L'opposition doit donc se montrer capable d'offrir aux Vénézuéliens un ensemble intégré de propositions qui puissent concurrencer celles du gouvernement. Un des points faibles du gouvernement, toutefois, c'est le manque de politiques économiques claires et cohérentes. Le gouvernement a opté pour la flexibilité aux dépens de la fixité des règles et de la stabilité institutionnelle.

Les délégués ont posé beaucoup de questions sur l'élection présidentielle de 2012 ainsi que sur la santé et les perspectives du président Chavez. Les sondages annoncent actuellement une lutte serrée. En réponse à une question de M. MacAulay au sujet de ce qui se produirait si le président Chavez perdait, les experts ont fait remarquer que l'avenir était incertain, mais que depuis plusieurs années la politique vénézuélienne tendait vers la modération et le respect des résultats électoraux. Selon M<sup>me</sup> Ayala, il faudrait renforcer les médias et les partis politiques afin d'empêcher la violence dans l'éventualité d'un changement de gouvernement à l'issue de l'élection.

Au sujet des privatisations qui ont eu lieu sous le président Chavez, les universitaires ont noté que durant le ralentissement économique des années 1990, des sociétés multinationales avaient acheté des pans entiers de l'économie vénézuélienne au point de faire craindre aux gens qu'ils avaient perdu le contrôle de leur économie. Les nationalisations peuvent donc être considérées comme un moyen de redonner à la population un certain contrôle sur l'économie et les ressources.

À la fin de la réunion, la sénatrice Ringuette a remercié l'hôte et les invités au nom de la délégation canadienne. Grâce à la franchise et à l'ouverture avec lesquelles ils ont exprimé leurs vues, a-t-elle déclaré, la délégation a pu cerner de plus près les enjeux qu'elle voudra aborder dans ses discussions avec les parlementaires vénézuéliens.

### **Réunion avec des députés vénézuéliens du Parlement latino-américain (Parlatino)**

Le 15 novembre 2011, la délégation canadienne a rencontré des députés vénézuéliens du Parlement latino-américain (Parlatino) à l'occasion d'un petit déjeuner de travail dans les locaux de l'Assemblée nationale du Venezuela. Assistaient à la réunion présidée par M. Rodrigo Cabezas, député et chef de la délégation vénézuélienne au Parlatino, M. Roy Daza, député; M. Walter Gavidia, député; M. José Ramon Sanchez, député; M<sup>me</sup> Delsa Solorzano, députée; Mme Carolus Wimmer, député; M<sup>me</sup> Dalia Yanez, députée; et M. Timoteo Zambrano, député.

Après avoir salué les Canadiens, M. Cabezas les a entretenus du Parlatino, instance fondée en 1964 pour favoriser l'intégration de l'Amérique latine et des Caraïbes. Pour faire partie du Parlatino, les parlements doivent être démocratiquement élus au suffrage populaire.

M. Cabezas a ensuite fait état de ses vues sur l'intégration régionale. En Amérique latine, a-t-il noté, l'intégration est de nature dynamique et ses objectifs sont à long terme. Les clefs du succès dans les relations internationales sont, selon lui, la coopération, la solidarité et l'intégration. S'il y a une leçon à tirer des crises du passé, c'est que la solution des problèmes économiques passe par la concertation internationale. D'où l'importance que les parlementaires vénézuéliens attachent à leur participation à la Communauté des pays d'Amérique latine et des Caraïbes (CELAC) et à l'Alliance bolivarienne pour les Amériques (ALBA). Les élus vénézuéliens ont noté que la CELAC tiendrait sa prochaine réunion en décembre et que l'intégration des 24 pays membres se poursuivrait. Un cadre bilatéral de respect mutuel entre les pays, ont-ils précisé, leur paraît être une importante condition préalable à l'approfondissement de leurs liens économiques.

Il a aussi été question des secteurs économiques où la coopération entre le Canada et le Venezuela pourrait se développer. Étant donné que la ceinture pétrolière de l'Orinoco renferme un pétrole brut lourd comme les sables bitumineux du Canada, il y a dans ce domaine des possibilités évidentes d'échanges de renseignements et de techniques. Les délégués canadiens ont indiqué que le Canada est disposé à partager son savoir-faire avec le Venezuela par le truchement d'échanges éducationnels, de partenariats et d'initiatives de renforcement des capacités techniques. Les échanges éducationnels entre le Canada et le Venezuela font l'objet d'une discussion. La sénatrice Ringuette a évoqué la possibilité que des professeurs d'université à la retraite enseignent au Venezuela et Mme Ayala que des étudiants vénézuéliens étudient au Canada. La sénatrice Ringuette a ajouté qu'en tant que parlementaires, ils avaient en commun le mandat d'améliorer l'égalité des chances. Elle a félicité le Venezuela d'avoir amélioré la santé et l'éducation de ses citoyens tout en soulignant qu'un monde des affaires dynamique est essentiel au maintien des programmes sociaux. M. MacAulay a déclaré que le Canada et le Venezuela avaient beaucoup à gagner l'un de l'autre et qu'il aimerait entendre les parlementaires vénézuéliens parler de leur façon d'aborder les enjeux communs aux deux pays comme le logement et les droits de la personne.

Les délégués canadiens ont souligné à plusieurs reprises que la nomination d'un ambassadeur du Venezuela au Canada serait chaudement accueillie et contribuerait grandement à la poursuite du dialogue entre le Venezuela et le Canada.

À la fin de la réunion, les parlementaires des deux pays ont exprimé l'avis que des rencontres comme celle-ci offraient d'excellentes occasions de communiquer directement les uns avec les autres. Au nom de la délégation canadienne, la sénatrice Ringuette a remercié les députés vénézuéliens du Parlatino et déclaré espérer que leur réunion servirait de tremplin à d'autres.

## **Réunion avec des membres des comités de l'assemblée nationale du Venezuela**

Après sa réunion du 15 novembre avec les députés vénézuéliens du Parlatino, la délégation canadienne a rencontré des présidents et des membres de comités permanents de l'Assemblée nationale du Venezuela. Assistaient à la rencontre M. Saul Ortega, président du comité des affaires étrangères; M. Luis Acuña, président du comité du pétrole et du gaz; Mme Marleny Contreras, présidente du Groupe d'amitié Venezuela-Canada de l'Assemblée nationale; et Mme Liris Sol Velasquez, membre du comité de la famille.

Après avoir souhaité la bienvenue aux délégués canadiens, M. Saul Ortega a noté que ses collègues et lui misaient beaucoup sur la réunion parce qu'ils voulaient approfondir la relation avec le Canada. Le président de l'Assemblée nationale, M. Fernando Soto-Rojas, se fait un devoir, a-t-il déclaré, d'encourager les députés à former des groupes d'amitié et à pratiquer la diplomatie parlementaire parce qu'il estime que c'est un bon moyen de représenter les citoyens vénézuéliens, de favoriser l'intégration et de participer à des discussions dont tous les pays retirent des avantages. Au nom des délégués canadiens, la sénatrice Ringuette a remercié les députés de leur accueil. Elle a observé que le Canada et le Venezuela avaient beaucoup d'objectifs en commun tels la volonté d'améliorer la qualité de vie et l'accès à l'éducation. Selon elle, il leur est possible, en tant que parlementaires, de discuter de questions importantes. Cependant, a-t-elle ajouté, les Canadiens espèrent qu'au nom de la poursuite officielle de ce dialogue, la nomination d'un ambassadeur du Venezuela au Canada est imminente.

Pendant la discussion, des questions d'actualité et des enjeux d'intérêt commun sont venus sur le tapis. Selon M. Acuña, il y a deux domaines où le Canada et le Venezuela pourraient coopérer et échanger des données techniques. D'abord, comme l'augmentation du niveau de vie des Vénézuéliens a conduit à une augmentation de la consommation entre autres d'électricité, le gouvernement est à la recherche de moyens de répondre à la demande. En outre, le gouvernement vient de lancer des plans pour construire en deux ans deux millions de logements avec les voies publiques et les écoles qui vont avec, ce qui suppose un grand effort d'urbanisme. Les députés vénézuéliens ont noté qu'ils étaient ouverts à l'idée d'une participation internationale à ces projets et qu'ils étaient conscients du savoir-faire du Canada dans ces domaines. Il a aussi été question des défis auxquels fait face le Venezuela comme le surpeuplement des villes, l'urbanisation et la montée du prix des produits de base.

Selon les députés vénézuéliens, le défi de leur pays consiste à faire des progrès sociaux et économiques et à investir dans le capital humain de façon efficiente. Parmi les succès enregistrés sur ces fronts, ils citent la diversité croissante de l'Assemblée nationale, où les femmes et les autochtones exercent des fonctions importantes, l'amélioration du système de santé, l'augmentation du taux de diplomation universitaire, l'inclusion des pauvres et des marginaux. On cherche par ailleurs, entre autres, à améliorer la production alimentaire, à réduire ou à éradiquer certaines maladies dont le sida et la fièvre jaune, à généraliser les immunisations de base et à investir davantage dans la médecine préventive. La justice économique n'est pas seulement une priorité des députés vénézuéliens, mais d'un grand nombre de pays sud-américains.

Trouvant inquiétant que l'autosuffisance alimentaire du Venezuela ne soit que de 4 % environ, la sénatrice Ringuette a invité les députés à passer par l'intermédiaire des délégués canadiens pour établir au Canada des contacts qui puissent les aider à augmenter leur production alimentaire. M. MacAulay a déclaré que les Canadiens pouvaient faire profiter les Vénézuéliens de leur expérience en matière de production et de distribution d'électricité et d'exploitation minière. Il a ajouté qu'il aimerait entendre ses homologues vénézuéliens lui parler de leur façon d'aborder des enjeux communs aux deux pays comme le logement et les droits de la personne. Notant que le Venezuela traversait une période critique de son histoire, Mme Ayala a fait valoir

le savoir-faire dont disposait le Canada en matière de construction immobilière et d'infrastructure urbaine.

À la fin de la réunion, les parlementaires tant vénézuéliens que canadiens ont déclaré souhaiter que les enjeux dont ils avaient discuté se traduisent par des détails concrets au niveau diplomatique. La sénatrice Ringuette a remercié les députés d'avoir pris le temps de les rencontrer. Elle a déclaré que les Canadiens avaient autant à offrir aux Vénézuéliens que les Vénézuéliens aux Canadiens. Au Venezuela comme au Canada, a-t-elle ajouté, la prospérité des générations futures passe par la saine gestion des ressources et de la richesse.

### **Visite à el sistema**

L'après-midi du 15 novembre 2011, la délégation canadienne a visité deux éléments du réseau vénézuélien d'orchestres de jeunes, la *Fundación del Estado para el Sistema Nacional de las Orquestas Juveniles e Infantiles de Venezuela*, mieux connue sous le nom d'*El Sistema*. Elle a été accueillie par M. David Astana, membre fondateur de l'Orchestre symphonique Simon Bolivar; Mme Karina Ochoa, doyenne des programmes de musique de chambre; M. Rodrigo Guerrero, directeur adjoint aux affaires internationales et au développement institutionnel; et Mme Yosbel Duche, directrice du Centre préscolaire Paix et Joie Los Mayas.

*El Sistema* est un programme social d'enseignement de la musique sous toutes ses formes à 468 000 élèves de 284 écoles. Les enfants ont en général de sept à 15 ans, mais certaines écoles en accueillent dès l'âge de deux ans. Le programme s'adresse en priorité aux quartiers pauvres afin de contrer chez les jeunes quelque chose l'attire qui peuvent exercer les bandes et la criminalité. Ainsi, outre l'instruction musicale, *El Sistema* cultive la fierté et la confiance des participants et leur donne un sentiment d'appartenance à la collectivité. Plusieurs anciens élèves deviennent enseignants, a-t-on fait remarquer avec fierté. M. Guerrero a déclaré que le but était de porter à un million le nombre de participants à *El Sistema*. À noter en passant que le Nouveau-Brunswick s'est doté d'un plan pour établir chez lui un réseau semblable à *El Sistema*.

### **Réunion avec le président de l'assemblée nationale du Venezuela**

Le 16 novembre 2011 au matin, la délégation canadienne a rencontré à l'Assemblée nationale du Venezuela le président de l'Assemblée nationale, M. Fernando Soto-Rojas. Après avoir souhaité la bienvenue aux délégués canadiens, le président leur a fait part de ses vues sur la diplomatie parlementaire et les relations internationales en notant que l'équilibre économique international évoluait rapidement et que le dialogue devrait remplacer les conflits armés. Il a ajouté qu'il pensait comme Simon Bolivar qu'une alliance était possible entre tous les peuples de la terre. En tant que président de l'Assemblée nationale, a-t-il déclaré, il cherche entre autres à établir des relations respectueuses avec l'opposition qui, après avoir refusé de présenter des candidats aux élections générales de 2005, l'a fait en 2010.

Au nom de la délégation, la sénatrice Ringuette a remercié M. Soto-Rojas de tout ce qu'il a fait pour ouvrir les portes aux délégués canadiens pendant leur séjour à Caracas. Elle a noté que le Canada et le Venezuela avaient de solides liens historiques et que, en renforçant leur dialogue, ils auraient beaucoup à apprendre l'un de l'autre sur le relèvement des défis qu'ils ont en commun et sur l'amélioration de l'égalité des chances des citoyens et de la qualité de vie des générations futures. Elle a demandé au président de rappeler au ministre des Affaires étrangères que les Canadiens attendaient avec impatience la nomination d'un ambassadeur du Venezuela au Canada. Elle a enfin invité M. Soto-Rojas à visiter Ottawa.

### **Réunion avec le groupe d'amitié parlementaire Venezuela-Canada**

Après sa réunion avec le président Soto-Rojas, la délégation canadienne s'est rendue avec lui à une cérémonie de signature du Groupe d'amitié parlementaire Venezuela-Canada. Parmi les

assistants, il y avait M. Paul Gibbard, ambassadeur du Canada au Venezuela; M. Saul Ortega, président du comité des affaires étrangères; Mme Marleny Contreras, chef du groupe d'amitié Venezuela-Canada; M<sup>me</sup> Maria Elena Delgado, secrétaire du groupe d'amitié; Mme Liris Sol Velásquez, députée; M. Victor Clark, député; Mme Janeth Arocha, directrice du Bureau des affaires nord-américaines, ministère des Affaires étrangères; et Mme Ana Carolina Da Silva, directrice des affaires internationales à l'Assemblée nationale.

La cérémonie avait pour but de rétablir le Groupe d'amitié parlementaire Venezuela-Canada. Fondé en juillet 2006, le groupe avait cessé ces activités ces dernières années. Le président Soto-Rojas a ouvert la cérémonie par quelques observations sur les relations internationales depuis la Seconde Guerre mondiale. Il a aussi souligné l'importance du rôle du parlement dans un régime de primauté du droit. Selon lui, il faut déployer des efforts systématiques pour garantir aux gens le droit de vivre dans des états libres et souverains sous des gouvernements issus de régimes électoraux justes et participatifs.

M. Ortega a déclaré souhaiter que le Venezuela et le Canada mettent sur pied un groupe de travail officiel pour approfondir leurs relations diplomatiques. Mme Contreras a noté que le Venezuela et le Canada étaient des amis de longue date et que, par la cérémonie de signature, ils s'engageaient à renforcer et à consolider leurs liens. Au nom de la délégation canadienne, la sénatrice Ringuette a déclaré que c'était un honneur pour la délégation de prendre part à la cérémonie. Grâce au dialogue, a-t-elle ajouté, les deux pays pourraient accomplir beaucoup sur le plan de l'égalité des chances et des relations d'amitié au nom de la prospérité des générations futures. Selon elle, l'événement d'aujourd'hui était un excellent premier pas. L'ambassadeur Gibbard a remercié les députés de l'Assemblée nationale du Venezuela de leur chaleureuse hospitalité envers la délégation canadienne. Il a rappelé qu'une des priorités du gouvernement canadien était de renforcer les relations avec l'Amérique du Sud et que de nombreuses occasions s'offraient au Venezuela et au Canada pour collaborer en vue de leur prospérité commune. Il a déclaré espérer que le Groupe d'amitié parlementaire Venezuela-Canada pourra s'acquitter de cette importante tâche. Les délégués ont ensuite signé deux textes identiques portant rétablissement du Groupe d'amitié parlementaire Venezuela-Canada. L'un des textes restera à l'Assemblée nationale du Venezuela et l'autre sera envoyé au Parlement canadien par l'entremise de l'ambassade du Canada au Venezuela.

Respectueusement soumis,

M. Randy Hoback, député  
Président  
Section canadienne de ParlAmericas

## Dépenses de voyage

<b>ASSOCIATION</b>	Section canadienne de ParlAmericas
<b>ACTIVITÉ</b>	Visite bilatérale dans la république bolivarienne du Venezuela
<b>DESTINATION</b>	Caracas, Venezuela
<b>DATES</b>	Du 13 au 18 novembre 2011
<b>DÉLÉGATION</b>	
<b>SÉNAT</b>	L'honorable Pierrette Ringuette, sénatrice
<b>CHAMBRE DES COMMUNES</b>	Lawrence MacAulay, C.P., député, et M <sup>me</sup> Pauline Ayala, députée
<b>PERSONNEL</b>	M. Leif-Erik Aune, secrétaire exécutif et M. André Barnes, analyste
<b>TRANSPORT</b>	18 779,92 \$
<b>HÉBERGEMENT</b>	6 228,08 \$
<b>HOSPITALITÉ</b>	1 181,34 \$
<b>INDEMNITÉS JOURNALIÈRES</b>	2 989,08 \$
<b>CADEAUX OFFICIELS</b>	775,99 \$
<b>DIVERS / FRAIS D'INSCRIPTION</b>	4 897,27 \$
<b>TOTAL</b>	<b>34 851.68 \$</b>